

Les Universités populaires de parents : Un dialogue entre science, politique et parents

« Il est aujourd'hui nécessaire de poser des jalons pour un dialogue entre science, politique et parent. Les Universités populaires de parents cherchent à établir ce dialogue. » Ainsi le constate Michel Vandebroeck, docteur en pédagogie à l'université de Gand (Belgique) qui répond aujourd'hui, en avril 2008, à La Gazette de l'Acepp.

La Gazette : Les parents sont mis aujourd'hui en position de responsabilité des maux de la société. Comment expliquer cette montée en charge ?

Michel Vandebroeck : Dans toute l'Europe, une attention est portée sur la parentalité. Cela se traduit par un investissement financier dans des projets dont l'objectif est de soutenir les parents. Beaucoup s'en réjouissent. Pour ce qui est de moi, je dirais plutôt, avec Michel Foucault, que tout changement n'est pas mauvais, mais que tout changement est dangereux, particulièrement dans les attentions portées à la parentalité !

Ce n'est pas un hasard si cet intérêt va de pair avec celui portée à l'État providence, dont on sait qu'aujourd'hui il ne va plus de soi. La solidarité et l'égalité organisées, rôle dévolu à l'État, sont remis en question. D'une part, la population devient de plus en plus âgée et menace le système financier qui supporte cet État providence. D'autre part, les inégalités accroissent dans notre société, le gouffre s'élargit entre les riches qui deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Cette profonde inégalité se traduit, entre autre, dans l'éducation. Le sociologue Pierre Bourdieu a très bien montré que le système éducatif produit et reproduit ces inégalités.

Dans ce contexte économique et politique, **une nouvelle tendance apparaît qui tente d'individualiser les problèmes sociaux**. C'est ainsi qu'une certaine vision de la parentalité et du soutien à la parentalité devient une manière de responsabiliser les parents pour les problèmes sociaux que l'on voit venir dans l'avenir. En quelque sorte, les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain et comme des choses vont mal dans la société du fait des parents, si on soutient les parents, c'est parce qu'ils sont fautifs.

C'est de la faute des parents, si on les soutient ?

Cela revient à culpabiliser les victimes. Le risque est que le soutien à la parentalité, pour lequel, en soit, il n'y a rien de mal, soit modelé par une certaine vision, une certaine utilisation et un certain discours sur l'individu-parent-responsable de l'éducation de son enfant et que le discours sur les problèmes sociaux, sociétaux, l'inégalité des chances ne soit plus mené. **On assiste à un détournement du discours sur les problèmes à traiter**.

Plus spécifiquement au niveau du soutien à la parentalité, on ne peut pas nier qu'il y a des problèmes, mais leur définition n'est plus entre les mains des parents. Le discours sur les parents comme étant les premiers éducateurs veut dire qu'ils sont les premiers responsables du bien-être de notre société ! Mais on ne leur donne ni la parole dans le débat ni la responsabilité sur la définition des problèmes, même ceux qu'ils sont amenés à résoudre.

Quand les parents expriment qu'ils ont des problèmes de discipline avec leurs enfants, comment les aide-t-on ?

On parle beaucoup de ces problèmes de discipline et des difficultés que les parents rencontrent à socialiser leurs enfants : « il n'obéit pas, il fait toujours autre chose que ce que je lui demande, j'ai bien insisté mais ça ne marche pas »... Alors, comment aider un parent à traiter le problème quotidien qu'il a ici et maintenant ? Ces questions réelles et profondes sont nommées : « prévention de la délinquance » alors que les parents ne voient pas leurs enfants comme de futurs délinquants, ils les voient comme un ici et maintenant difficile.

Beaucoup d'autres exemples pourraient illustrer le fait que ni la formulation des problèmes ni leur identification ne sont traitées avec les parents. De plus, il s'agit des risques à prévenir, ce qui veut dire que la valeur de l'enfant est dans sa citoyenneté de

demain et non dans le temps présent. L'enfant d'aujourd'hui n'est donc pas considéré comme un citoyen d'aujourd'hui ou alors, pas encore.

Comment en arrive-t-on à ce que ni la parole des parents ni celle des enfants ne soient prises en compte ?

Les voix des parents et des enfants ont disparu du débat au fur et à mesure que ces questions, hautement techniques, ont été prises en main par la science : définir quels sont les risques, définir comment les premiers symptômes des risques peuvent être dépistés et quelle technique développer pour les mener sur la bonne route... La France en a donné un des meilleurs exemples avec le rapport de l'Inserm sur le trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent, en 2005.

En amont de cela, on trouve l'individualisation des problèmes sociaux et de l'éducation familiale : chaque famille, comme pilier de la société, est responsable de l'éducation de ses enfants. En fait, jamais dans l'histoire, l'éducation des enfants n'a été, n'a pu être, sous la seule et unique responsabilité des parents. Il y a toujours eu une responsabilité partagée entre ce que j'appellerai le domaine public et le domaine privé. ***La définition des problèmes est aussi une responsabilité partagée*** entre le public et le privé. Des enjeux de société dépassent les enjeux individuels mais ce n'est ni à l'État seul ni à la science seule de définir quels sont les problèmes et quels sont les meilleurs moyens d'y remédier. Ni aux seuls parents de définir quels sont les enjeux.

C'est une question fondamentale de la démocratie et de l'éthique. La définition des problèmes et les moyens de les traiter ne peuvent être qu'une coconstruction où parents, enfants et société ont à débattre sans relâche et pour longtemps car ce qu'on pense aujourd'hui est différent de ce qu'on pensera demain.

Une hiérarchie s'est imposée aujourd'hui qui menace ce dialogue. En mettant l'accent sur la prévention et en faisant de l'éducation une question hyper technique, une hiérarchie entre le savoir scientifique et le savoir parental s'est installée.

L'éducation est une question politique et les parents ne veulent plus être tenus à l'écart, cela ressort des recherches que les parents ont menés dans les Universités populaires de parents. Que pensez-vous de ces nouveaux chercheurs ?

Les Universités populaires de Parents, créées avec l'Acepp, renversent cette hiérarchie entre savoir scientifique et savoir parental. C'est là que réside leur fondement. Non seulement elles peuvent apporter quelque chose aux parents en leur donnant une voix comme chercheurs mais aussi elles leur donnent une voix afin qu'ils décident eux-mêmes de ce qui vaut la peine d'être cherché. Le chercheur assume la fonction technique de faire quelque chose avec une certaine méthode, de la rigueur et des capacités. Dans le cas des Universités populaires de Parents, c'est beaucoup plus profond que le fait d'être chercheur !

En même temps qu'elles renversent la hiérarchie, les Universités populaires de parents offrent un cadeau incroyable à la Science. Elles obligent les scientifiques à se mettre au service des parents et donc à être à leur écoute et ne plus faire des recherches sur eux mais avec eux. C'est un enrichissement profond pour elle.

Que peuvent apporter les Universités populaires de Parents ?

Des scientifiques travaillent avec des parents en France comme ailleurs. Les Universités populaires de Parents, en incluant la recherche des parents par les parents eux-mêmes, offrent une autre voix dans le débat sur la parentalité, une manière dont la société civile soutient des chercheurs qui ont une approche plus participative et plus démocratique du travail scientifique.

Michel Vandebroek, docteur en pédagogie à l'université de Gand (Belgique), cofondateur du réseau européen Decet : Diversity in Early Childhood Education and Training (Site : www.decet.org).